

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS



CONCLUSIONS ET AVIS	ARRETE de Madame la Préfète du Pas-de-Calais du 10 Novembre 2015
OBJET :	- Projet de Modification du tracé de la servitude de passage des piétons sur le littoral.
Commissaire Enquêteur	Monsieur DANCOISNE Jean-Paul



Enquête publique

Le sentier du littoral est destiné au public qui souhaite accéder à la mer et se promener le long du rivage. Ce sentier, qui permet de découvrir des sites naturels, est aménagé le long du littoral. La continuité du chemin est notamment assurée par le recours à la servitude de passage des piétons le long du littoral (SPPL), instaurée par la loi du 31 décembre 1976 qui prévoit ainsi un droit de passage sur les propriétés privées. Comme son nom l'indique, l'usage de cette servitude est réservé aux piétons, ce qui interdit aux cyclistes, aux cavaliers et à tout engin motorisé de l'emprunter.

La mise en œuvre de la SPPL revient aux Directions Départementales des Territoires et de la Mer. La réalisation du sentier fait également intervenir les collectivités territoriales, surtout les communes, ainsi que le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres. Le sentier du littoral constitue ainsi un atout de qualité pour découvrir une région et accueillir les touristes ainsi que les amoureux de la nature et de la mer.

L'engouement du public pour le sentier du littoral se traduit par une fréquentation croissante. Il faut rester vigilant et assurer l'entretien et la gestion des espaces traversés sans remettre en cause, par des aménagements trop lourds, le fragile équilibre instauré entre la mise en valeur et la protection du littoral. Si le maintien du cheminement le long du littoral est de nature à compromettre soit la conservation d'un site à protéger, pour des raisons d'ordre écologique ou archéologique, soit la stabilité des sols, il est possible de suspendre la servitude de passage.

Le tracé officiel de la servitude de passage des piétons sur le littoral (SPPL) de la commune de Wimereux ne correspond plus à la réalité du terrain puisque :

- le Conservatoire du Littoral en a acquis et aménagé une partie ;
- l'érosion des falaises a conduit à l'effondrement d'une partie de la servitude ;
- la continuité de la servitude n'est pas toujours assurée.

Afin d'assurer la continuité du cheminement piéton et de mettre en sécurité les usagers une procédure de modification a été engagée par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer en concertation avec la commune.

Le tracé actuel de la SPPL est cadré par un arrêté préfectoral en date du 1^{er} septembre 1986 sur les sections cadastrales AE, AD et AB et un arrêté préfectoral en date du 30 décembre 1993 sur les sections cadastrales AN, AL jusqu'au début du secteur AK. Ces deux arrêtés sont en partie caducs.

L'article L160-6 du même code permet de modifier le tracé de la servitude « compte tenu d'obstacles de toute nature » afin d'assurer la continuité du cheminement des piétons.

L'article R160-11 permet la modification du tracé de la SPPL par la prise en compte de l'évolution prévisible du rivage. En application de cet article, un recul de 7 mètres pour laisser une surface enherbée est retenu. En effet, le retour d'expériences d'EDEN 62, gestionnaire du sentier du littoral pour le Conservatoire du Littoral, conforte la nécessité de maintenir une bande enherbée pour stabiliser le haut de falaise.

Le tracé actuel présente quelques sections sensibles qui ont été touchées par une importante érosion en haut de falaises qui entraîne un problème de sécurité des piétons et nécessite donc une modification de la SPPL pour assurer la sécurité.

Le plan n°2, joint en annexe 2, reprend une vue d'ensemble des différents tracés :

Enquête publique

- la SPPL officielle (anciens arrêtés préfectoraux),
- la SPPL projetée, le sentier du littoral sur les terrains du Conservatoire du Littoral,
- le sentier du littoral sur le domaine public communal.

Un arrêté préfectoral permettant de modifier et de suspendre la Servitude de Passage des Piétons sur le Littoral sur la commune de Wimereux doit donc être pris.

L'enquête publique porte uniquement sur le tracé en jaune qui représente la servitude de passage des piétons sur le littoral (SPPL)

SITUATION, DÉFINITION ET RAPPEL DU PROJET

Le 10 Novembre 2015, Madame La Préfète du Pas-de-Calais, Direction des Politiques Interministérielles (bureau des procédures d'Utilité Publique et de l'Environnement DPI-BPUPE-SUP-AC), a prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative ;

- Projet de Modification du tracé de la servitude de passage des piétons sur le littoral.

Cet arrêté comprenant douze articles fixe les modalités du déroulement de l'enquête.

Enquête publique durant vingt-deux jours, du lundi 30 novembre 2015 au lundi 21 décembre 2015 inclus, concernant la commune de Wimereux.

Le projet présenté par la DTTM n'entrave en aucun cas la continuité écologique,

- Les effets du projet sont bien appréhendés, Une continuité du sentier du littoral assurée.

La conception générale du projet est celle que le maître d'ouvrage, selon ses prérogatives, a retenue. Le Commissaire enquêteur s'est interdit de la remettre en cause mais a considéré comme faisant partie de sa mission d'analyser les composantes du projet et ses effets pour en critiquer certaines dispositions ou pour s'interroger sur d'éventuelles modifications qui pourraient être mises en œuvre.

Eu égard à l'importance de ce projet, les permanences assurées par le Commissaire enquêteur n'ont pas rencontré le succès attendu.

Au total, le Commissaire Enquêteur a recueilli **16** observations : **04** observations écrites, **03** courriers, un dossier et des planches photographiques remis, **02** contributions orales, consignés et annexés dans le registre ouvert en Mairie de Wimereux.

Conclusions liées au mémoire en réponse du pétitionnaire.

Comme il est relaté dans le rapport, l'enquête n'a pas mobilisé un nombreux public.

La DDTM a remis un mémoire en réponses aux observations.

Le commissaire enquêteur a constaté que toutes les précisions demandées par la population, ont reçu une réponse précise.

Le commissaire enquêteur a apprécié : la précision, la clarté, la lisibilité des réponses apportées par les services chargés du dossier (DDTM)



Déroulement de l'Enquête :

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 30 novembre 2015 au lundi 21 décembre 2015.

L'information du public a été conforme à la règle des enquêtes publiques :

- Affichage légal à la DDTM et dans la Mairie concernée Intérieur, extérieur ;
- Office de tourisme intérieur ;
- fenêtre du CCAS (bâtiment donnant sur la place Albert 1er)
- Affichage légal dans la zone concernée (SPPL);
- Annonces légales par voie de presse (deux hebdomadaires- La Voix du Nord; La Semaine dans le Boulonnais).

Internet

-  Site Internet de la préfecture du Pas-de-Calais (www.pas-de-calais.pref.gouv.fr) rubrique « publication/consultation du public enquêtes publiques/enquête environnementale ».
-  La DDTM et la Mairie de Wimereux ont signalé l'enquête publique sur leur site Internet ;

J'ai en ma qualité de Commissaire Enquêteur, assuré en Mairie de Wimereux quatre permanences de trois heures à des jours et heures permettant d'accueillir le maximum de public.

Avant et pendant toute la durée de l'enquête publique, je n'ai rencontré aucune difficulté pour obtenir de la DDTM et de la Mairie de Wimereux, explications, informations et documents que j'ai estimé nécessaires.

Conformément aux règles pour les enquêtes publiques dans les délais réglementaires, j'ai rédigé un procès-verbal notifiant mes observations et la DDTM dans son mémoire a répondu à chacune des questions posées.

Enquête publique

MOTIVATIONS DE L'AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Les motivations du commissaire enquêteur devant l'amener à émettre un avis sur la présente enquête, résultent : du déroulement de l'enquête – des lois et règlements en vigueur – du contenu ;

Cette enquête s'est caractérisée par :

- ✓ Un dossier présenté au public, clair, bien argumenté, bien documenté et facile à la lecture et à la compréhension.
- ✓ Sur la base de toutes les informations qui ont été communiquées pendant l'enquête et qui ont été consignées dans le rapport, le Commissaire Enquêteur estime que le projet est raisonnable et réaliste. Il ne présente pas de défaut majeur.

Le contenu du dossier mis à la disposition du public était conforme.

Dans mon rapport, j'ai porté des appréciations :

- Sur le fond et la forme du dossier soumis à enquête,
- Sur les observations portées sur le registre d'enquête publique et les courriers reçus.

En m'appuyant essentiellement sur :

- L'analyse attentive du dossier d'enquête relatif à la Procédure de Projet de Modification du tracé de la servitude de passage des piétons sur le littoral;
- Les nombreux entretiens que j'ai eus avec la DDTM et les services concernés de la Mairie de Wimereux,
- Obtenu, de la DDTM, les compléments d'informations nécessaires à la compréhension du dossier,
- Les observations formulées par le public sur le registre d'enquête et par courrier ;
- Les réponses apportées par le Maître d'Ouvrage au procès-verbal, qui lui a été adressé par le commissaire enquêteur, en synthèse des observations du public et des siennes propres.

Enquête publique

Projet de Modification du tracé de la servitude de passage des piétons sur le littoral

Page 5 sur 8

Le commissaire enquêteur considère que :

Après avoir :

- ✓ Pris connaissance du projet soumis à son examen,
- ✓ Procédé à une visite des lieux prévue par l'article R160-18 du Code de l'urbanisme qui s'est déroulée le mardi 24 novembre 2015 à partir de 10h ;
- ✓ Dressé le rapport du déroulement de l'enquête joint au présent dossier, qui s'est déroulée de manière satisfaisante et dans les conditions prévues par les textes en vigueur ;
- ✓ Interrogé et recueilli auprès de la DDTM et des services municipaux concernés de la Mairie de Wimereux, les renseignements qui lui paraissaient nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le Commissaire enquêteur émet l'avis ci-joint :

- Vu l'étude du dossier soumis à l'enquête publique,
 - Vu l'entretien avec Monsieur le Maire de Wimereux et son adjoint Mr FERNAGUT, Madame BENAMOR, Service urbanisme, Monsieur FOURCROY, Service Technique, Monsieur BRIMEUX et Madame FOURRIER chargés du dossier à la DDTM ;
 - Vu la visite des lieux organisée le mardi 24 novembre 2015 ;
 - Vu la réflexion sur le projet et ses conséquences à laquelle je me suis livré ;
 - Vu la régularité de la procédure appliquée aux enquêtes publiques et son bon déroulement :
 - délais d'affichage,
 - permanences,
 - publicités,
 - accueil du public.
- ✓ **Considérant** que le commissaire enquêteur a pour mission de recueillir les observations tant écrites qu'orales du public sur le projet soumis à l'enquête publique, de les analyser, de se prononcer sur leur recevabilité par des conclusions motivées et de donner un avis sur le sujet ; qu'il peut aussi émettre des suggestions, faire des recommandations, appeler l'attention de l'auteur du projet sur tel ou tel point lui semblant mériter réflexion et formuler des réserves ;
- ✓ **Considérant** que l'enquête publique s'est déroulée dans des conditions de régularité, selon les modalités prévues par l'arrêté préfectoral qui l'a prescrite et les lois et règlements applicables en la matière ; qu'en

Enquête publique

particulier, ainsi qu'indiqué dans mon rapport, un registre d'observations a été tenu à la disposition du public dans les locaux de la mairie de Wimereux pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures d'ouverture des bureaux ; que quatre permanences ont été tenues à la Mairie aux jours et heures annoncés par l'arrêté, par voie d'affichage et dans la presse ; que l'enquête n'a donné lieu à aucun incident ;

Le commissaire enquêteur constate la régularité du déroulement de l'enquête publique et l'absence d'observation écrite ou orale relative à la publicité de l'enquête.

- ✓ **Considérant** que le dossier tenu à la disposition du public, est conforme; que la consultation des différents documents a pu se faire dans de bonnes conditions,

Le commissaire enquêteur constate la complétude (au sens réglementaire) du dossier tenu à la disposition du public et l'absence d'observation écrite ou orale relative au contenu du dossier.

- ✓ **Considérant** que les services, associations, propriétaires pouvant être intéressés ont été informés et ont eu la possibilité de s'exprimer, notamment lors de la réunion du mardi 24 novembre 2015 ;
- ✓ **Considérant** que le mémoire du pétitionnaire en réponse aux observations du public a été fourni dans les délais prescrits et a répondu à ces observations et aux demandes de précisions que le Commissaire Enquêteur a formulées ; avec célérité et franchise ;
- ✓ **Considérant** que les observations formulées pendant l'enquête publique, ont toutes été évaluées, analysées et prises en considération par le Commissaire Enquêteur, en retenant parmi elles, les suggestions ou celles confortant son avis dans chaque thème d'observations ; certaines formulent des craintes et des interrogations;
- ✓ **Considérant** que dans l'ensemble le projet présente un équilibre entre les diverses obligations réglementaires, les attentes et la sécurité des randonneurs et enfin le respect des droits des riverains les plus concernés par la SPPL ;
- ✓ **Considérant** que les interventions du public ne font pas ressortir un sentiment de rejet par rapport au projet mais au contraire une forte acceptation, tempérée toutefois par des observations ou demandes de bon sens,
- ✓ **Considérant** que le dossier était à la fois concis et accessible au public avec un rappel à la réglementation ancienne et nouvelle par le biais de tableaux, plans et photos détaillant ;

Enquête publique

- ✓ **Considérant** que les riverains les plus concernés par les modifications en ont été informés ;
- ✓ **Considérant** que l'absence des propriétaires, exploitants, des associations locales des randonneurs/marcheurs et de la protection de l'environnement est une acceptation de fait du projet ;
- ✓ **Considérant** que le commissaire enquêteur ne propose pas de rectifier le tracé ou les caractéristiques de la servitude qui ont été soumis à enquête.

Constatant Toutefois que:

- L'urgence des travaux et la sécurité des personnes sont primordiales,
- que Le nouveau tracé sera officialisé par un arrêté préfectoral en fonction de la réponse apportée par le propriétaire (l'indivision MOLEUX) de la parcelle AL176.

Le commissaire enquêteur *formule un* **AVIS FAVORABLE**

- **au Projet de Modification du tracé de la servitude de passage des piétons sur le littoral.**

En souhaitant que, les différentes mesures définies au dossier du demandeur soient mises en application conformément aux règles prévues par la législation en vigueur et qu'il soit tenu compte des différents avis ou suggestions que nous avons formulées.

DANNES, le 11 janvier 2016

Le Commissaire Enquêteur
DANCOISNE JP



Enquête publique